

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

Direction des libertés publiques
et de l'environnement

Bureau de la réglementation et de l'environnement

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société MASSON
Les Sordats
71118 Saint-Martin-Belle-Roche

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Carrière de Saint-Martin-Belle-Roche
Lieu-dit « Les Sordats - La Montagne »

N° 12.00495

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et ses articles L514-1 et R512-39-1 à R512-39-6,

VU le dossier de demande d'autorisation du 28 mars 1994,

VU l'arrêté préfectoral n° 94-1609D2-B2 du 30 juin 1994 autorisant la société MASSON à exploiter une carrière de pierres calcaires pour une durée de 15 ans sur le territoire de la commune de Saint Martin Belle Roche (« Les Sordats - La Montagne »),

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°10-03547 du 19 août 2010 demandant à l'exploitant de déposer un dossier de cessation d'activité,

Considérant que l'échéance d'autorisation est fixée au 30 juin 2009,

Considérant que l'exploitant a déposé un dossier de demande de renouvellement d'autorisation pour cette carrière le 21 février 2011 et que celui-ci a été jugé non recevable par l'unité territoriale de Saône-et-Loire de la DREAL de Bourgogne le 1er juin 2011,

Considérant que l'exploitant a déposé un nouveau dossier complété le 22 novembre 2011 et que celui-ci demeure insuffisant et non recevable,

VU le rapport de Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne du 1er février 2012,

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture, de Saône-et-Loire,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1er:

La société MASSON, dont le siège social est situé 71118 Saint Martin Belle Roche, est mise en demeure, de respecter sous un délai de six mois, les dispositions de cessation d'activité et de remise en état suivantes pour sa carrière située à Saint Martin Belle Roche lieu-dit « les Sordats - la Montagne » :

- articles 4 et 9 de l'arrêté préfectoral du 30 juin 1994,
- les dispositions de remise en état indiquées dans le dossier de demande d'autorisation du 28 mars 1994 (pages 9 et 10 de la partie « analyse du site »)

ARTICLE 2

Si l'exploitant ne défère pas, dans les délais impartis, à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon:

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision,
- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

ARTICLE 4 - EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le maire de Saint-Martin-Belle-Roche, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MASSON et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL de Bourgogne à Mâcon.

MACON, le 20 FEV. 2012

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Maggali SELLES